



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MADAME
MARIE-GORETTI NDUWIMANA, MINISTRE DE
L'ACTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION
DE LA FEMME, A LA 49^{ème} SESSION DE LA
COMMISSION DE LA CONDITION
DE LA FEMME**

New York, le 07 mars 2005

Vérifier au prononcé

**Excellence, Madame la Présidente,
Excellence Mesdames, Messieurs les Chefs de
délégation,
Mesdames, Messieurs,**

L'honneur m'échoit de pouvoir prendre la parole afin d'exprimer devant cette auguste assemblée les progrès réalisés, les difficultés éprouvées et les défis à relever dans la mise en oeuvre du programme d'Action de Beijing 10 ans après son adoption.

**Excellences,
Mesdames, messieurs,**

Avant de présenter l'état de mise en oeuvre du programme d'Action de Beijing, permettez-moi de vous relater brièvement la situation dans laquelle ce programme a été convenu et exécuté dans mon pays. En effet, le Burundi vit une situation de la guerre fratricide depuis 1993; 2 ans avant l'adoption du programme.

Durant les 10 dernières années la crise qui a secoué mon pays, même si elle n'a pas épargné personne, a frappé particulièrement les femmes et les enfants qui ont été victimes de violences parfois difficiles à décrire.

**Excellences,
Mesdames, Messieurs,**

Mon pays a participé à la 4^{ème} Conférence Mondiale sur les femmes. Du programme d'Action axé sur 12 domaines, le BURUNDI a opté pour 6 domaines prioritaires compte tenu de sa situation socio-économico-politique.

Ce choix ne signifie nullement que les autres ont été négligés. Quelques uns se trouvent dans les 6 domaines choisis qui sont :

La mobilisation pour la paix, la femme et la santé, la lutte contre la pauvreté, l'éducation et la formation, l'égalité des droits, l'information et la communication.

Dans le domaine de la paix, un Ministère chargé de la mobilisation pour la paix a été créé et traite particulièrement les questions des femmes. Ces dernières sont aujourd'hui membres des commissions telles la Commission Nationale de Réinsertion des Sinistrés (CNRS) et la Commission de Suivi des Accords d'Arusha (CSA). Des comités des femmes pour la paix et le développement ont été mis en place. Les femmes ont beaucoup contribué au retour à la paix en effectuant des visites de soutien, d'échanges et d'aide aux déplacés et réfugiés. Elles ont pu être intégrées progressivement aux travaux de négociation d'Arusha pour la paix. Un défi est encore à relever car la paix n'est pas encore totale sur tout le territoire national.

Dans le domaine de la santé et la lutte contre le VIH/Sida, les femmes étant les plus infectées, le conseil national de lutte contre le Sida s'intéresse à cette catégorie la plus vulnérable et appuie les associations et ONG de lutte contre le Sida comme l'Association Nationale des Séropositifs et Sidéens (ANSS) et SWAA Burundi qui distribuent des anti-rétroviraux (ARV) et assistent les malades à domicile.

Dans le cadre des synergies africaines contre le sida et les souffrances, Son Excellence la 1^{ère} Dame du Burundi s'investit beaucoup dans des actions de lutte contre le VIH/Sida. Un programme national de santé de la reproduction s'occupe de la promotion de la santé maternelle et infantile. Cependant, la dépendance de certains programmes aux aides extérieures, l'insuffisance des infrastructures d'accès aux soins de même que les coûts

directs et indirects des soins très élevés constituent un frein à la bonne santé des femmes.

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté le cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté est en train d'être finalisé et intègre le genre.

Certaines institutions financières et projets de développement accordent des crédits aux femmes surtout aux groupements ruraux encadrés pour la plupart par des grandes associations féminines et services du Ministère de la Promotion de la Femme. Les femmes burundaises commencent à se rendre à l'étranger pour importer des produits commerciaux. Cependant beaucoup de barrières existent encore, dont le poids de la coutume qui empêche à la femme rurale de prétendre à la terre, l'absence de politique macroéconomique, l'absence de formation en entrepreneuriat, le manque de sensibilisation de femme à l'épargne et au crédit, les exigences d'accès au crédit et surtout l'insécurité qui a régné ces 10 dernières années.

**Excellences,
Mesdames, Messieurs,**

En matière d'éducation et formation, le Ministère de l'Education Nationale est dotée d'une cellule « scolarisation des filles » et d'un programme AGEI (Africain Girl Education Initiative) appuyé par l'UNICEF. Un groupe d'orientation et de Conseil de jeunes filles est en place.

Notons avec satisfaction que les organismes internationaux ont beaucoup appuyé le secteur de sorte que même si on n'a pas encore atteint la parité, beaucoup de progrès ont été réalisés. Cependant plusieurs défis sont aussi à relever dont les coûts directs et indirects des services, l'insuffisance des infrastructures scolaires, les stéréotypes de genre présents dans l'environnement scolaire, le temps très chargé pour les filles et les femmes, les grossesses précoces,.....

Dans le domaine de l'égalité des droits, l'avant projet de loi sur les successions, les régimes matrimoniaux et les libéralités est en attente d'adoption. La Constitution nationale qui vient d'être adoptée par référendum, le 28 février dernier, consacre un quota minimum de 30% de participation des femmes dans les instances de prise des décisions. Le Code de la nationalité, le Code du travail, le Code des personnes et de la famille ont été révisés dans certains articles qui lésaient la femme.

La Convention pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) a été traduite en langue nationale et vulgarisée. Néanmoins, la compréhension du concept genre n'est pas généralisée.

Dans le domaine de l'information et de la communication, stratégique pour la mise en œuvre du programme d'Action de Beijing, toutes les radios publiques et privées ont des émissions relatives à la femme et ont contribué à la diffusion du concept genre. Un réseau des journalistes sensibilisés à l'approche genre et santé de la reproduction a été créé. Les journalistes sensibilisent les femmes à travers leurs émissions, à se regrouper en associations pour la lutte contre la pauvreté. Ils sensibilisent également pour la scolarisation des filles et dénoncent régulièrement les cas de viol.

Au sujet des mécanismes nationaux chargés d'assurer la promotion de l'égalité des genres, le Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme se sert des structures d'appui financées pour la plupart par les agences des Nations Unies. Il s'agit du projet « appui à la santé de la reproduction et genre en milieu rural, des Centres de développement familial qui encadrent essentiellement la femme rurale, et de la Maison des Femmes. Une Commission nationale Genre, protection de l'enfant et promotion de l'égalité des chances existe à l'Assemblée

Nationale. Des groupes de contacts ou points focaux genre existent dans les différents Ministères sectoriels. En effet, la Politique Nationale Genre étant adoptée depuis septembre 2003, les points focaux genre doivent veiller à sa mise en œuvre dans leurs secteurs respectifs.

Quant au niveau atteint par mon pays dans la prise en compte des sexospécificités, il n'est pas très évolué et il se cherche encore compte tenu surtout de la situation sociosécuritaire que nous venons de vivre plus de 10 ans durant. Cependant, des réseaux des femmes parlementaires, des femmes leaders, des formateurs en genre, des points focaux genre,... existent. Il faudra, pour avancer un peu plus, que mon pays se dote de moyens et de compétences nécessaires pour la mise en œuvre de la Politique Nationale genre. En effet, à l'heure actuelle des indicateurs relatifs au genre sont établis dans 9 domaines et une base de données y relative est établie et partiellement alimentée. Des travaux continuent aujourd'hui pour achever son alimentation.

**Excellences,
Mesdames, Messieurs,**

Je ne saurais terminer mon propos sans vous dire que grâce à l'état d'avancement actuel du processus de paix interburundais, beaucoup d'espairs sont permis. Cependant, la solidarité internationale devrait se faire beaucoup plus sentir pour le soutien de mon pays qui est en train de sortir d'une crise grave.

Je vous remercie